

Audience publique du 12 mai 2015

Requête en institution d'un sursis à exécution
introduite par Monsieur XXX, XXX(F),
par rapport à une décision du directeur de l'administration des Contributions directes et un
bulletin d'appel en garantie
en matière d'impôts directes – appel en garantie

ORDONNANCE

Vu la requête inscrite sous le numéro 36226 du rôle et déposée le 4 mai 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Marie BENA, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur XXX, dirigeant de sociétés, demeurant à F-XXX, tendant à voir instituer un sursis à exécution par rapport à la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 4 février 2015 portant rejet de sa réclamation, introduite le 26 janvier 2015, à l'encontre d'un bulletin d'appel en garantie émis le 12 décembre 2014 par le bureau de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires Luxembourg 1, sinon subsidiairement par rapport audit bulletin d'appel en garantie du 12 décembre 2014, en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé sur son recours au fond, tendant à la réformation, sinon à l'annulation dudit bulletin et de ladite décision directoriale, inscrit sous le numéro 36225, introduit le 4 mai 2015 ;

Vu l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées au fond ;

Maître Aurélien CHEPPE, en remplacement de Maître Marie BENA, pour le demandeur, et Monsieur le délégué du gouvernement Sandro LARUCCIA entendus en leurs plaidoiries à l'audience publique de ce jour.

Le 12 décembre 2014, le bureau de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires Luxembourg 1 émit un bulletin d'appel en garantie (« *Haftungsbescheid* ») en vertu du paragraphe 118 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », à l'égard de Monsieur XXX, en sa qualité d'administrateur de la société anonyme XXX S.A., entre-temps tombée en faillite, ledit bulletin déclarant Monsieur XXX redevable d'un montant total de 153.373,10 € dû à titre d'impôt sur les traitements et salaires, principal et intérêts. – Des bulletins analogues furent encore adressés aux deux autres administrateurs de la société XXX S.A., Monsieur YYY et Madame XXX.

Une réclamation introduite par Monsieur XXX le 26 janvier 2015 à l'encontre dudit bulletin d'appel en garantie, fut rejetée par le directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par le « *directeur* » par décision du 4 février 2015, répertoriée sous le numéro C 20564a du rôle.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 4 mai 2015, inscrite sous le numéro 36225 du rôle, Monsieur XXX a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du directeur du 4 février 2015 portant rejet de sa réclamation dirigée contre le bulletin d'appel en garantie précité du 12 décembre 2014, ainsi que subsidiairement, du bulletin du 12 décembre 2014. - Par requête séparée déposée le même jour, inscrite sous le numéro 36226 du rôle, il a encore introduit une demande en institution d'un sursis à exécution de la décision directoriale et du bulletin d'appel en garantie, en attendant que le tribunal administratif aura statué sur le mérite de son recours au fond.

Le demandeur estime que les deux conditions légalement posées par l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après dénommée la « *loi du 21 juin 1999* », sont remplies en cause.

Au titre de l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif, le demandeur expose ne pas disposer de la somme réclamée de 153.373,10 € et soutient que l'exécution du bulletin d'appel en garantie impliquerait le risque de saisie et la vente de ses biens. Il pointe encore le risque « *de voir le ou les biens saisis réalisés à un prix inférieur à la valeur normale ; que la partie requérante ne dispose plus d'un logement ; et, que la partie requérante ne puisse récupérer sa maison si la Décision venait à être réformée ou annulée par après* ».

Il estime aussi que son recours au fond présenterait de sérieuses chances de succès.

Les moyens invoqués à l'appui de ce recours au fond sont :

- un défaut de motivation suffisante ;
- erreur d'appréciation, au motif que seul l'administrateur-délégué, en l'occurrence Monsieur YYY serait responsable de l'accomplissement des obligations fiscales et non pas les simples administrateurs ;
- absence d'une inexécution fautive dans son chef ;

- défaut de justification par l'administration de la raison de le poursuivre solidairement avec les deux autres administrateurs ;
- illégalité de lui réclamer les intérêts de retard.

Le délégué du gouvernement soutient qu'aucune des conditions requises pour l'institution d'une mesure provisoire ne serait remplie en l'espèce.

En ce qui concerne tout d'abord la condition tenant à l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif, il convient de rappeler que le risque du préjudice s'apprécie *in concreto* et qu'il appartient au demandeur d'apporter des éléments à cette fin.

Un préjudice est grave lorsqu'il dépasse par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'impose la vie en société et doit dès lors être considéré comme une violation intolérable de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.

Il est définitif lorsque le succès de la demande présentée au fond ne permet pas ou ne permet que difficilement un rétablissement de la situation antérieure à la prise de l'acte illégal, la seule réparation par équivalent du dommage qui se manifeste postérieurement à son annulation ou sa réformation ne pouvant être considérée à cet égard comme empêchant la réalisation d'un préjudice définitif. - Pour l'appréciation du caractère définitif du dommage, il n'y a pas lieu de prendre en considération le dommage subi pendant l'application de l'acte illégal et avant son annulation ou sa réformation. Admettre le contraire reviendrait à remettre en question le principe du caractère immédiatement exécutoire des actes administratifs, car avant l'intervention du juge administratif, tout acte administratif illégal cause en principe un préjudice qui, en règle générale, peut être réparé ex post par l'allocation de dommages-intérêts. Ce n'est que si l'illégalité présumée cause un dommage irréversible dans le sens qu'une réparation en nature, pour l'avenir, ne sera pas possible, que le préjudice revêt le caractère définitif tel que prévu par l'article 11 de la loi précitée du 21 juin 1999.

Un préjudice de nature essentiellement pécuniaire n'est pas, en soi, grave et difficilement réparable. En effet, pareil préjudice est, en principe, réparable puisqu'il peut être entièrement compensé par l'allocation de dommages et intérêts.

Il incombe partant au demandeur d'établir l'existence d'une circonstance particulière rendant le préjudice pécuniaire grave ou difficilement réparable.

S'il est vrai, comme le semble faire soutenir le demandeur qu'un préjudice financier, notamment du fait d'une dépense importante qu'il serait contraint de faire en cas d'exécution de l'acte administratif querellé ou du fait de la saisie exécution de ses biens et effets, voire de la saisie durable de ses avoirs, est susceptible de constituer un préjudice grave et difficilement réparable, dès lors que l'exécution de l'acte risque de le placer dans une situation financière difficile allant jusqu'à mettre en péril son existence même, il n'en reste pas moins qu'il incombe au demandeur de démontrer concrètement non seulement l'envergure de la dépense, mais aussi les répercussions graves risquant de le placer dans une situation financière intenable.

Or, en l'espèce, force est de constater que le demandeur se contente essentiellement de simples allégations et omet de documenter sa situation financière, de sorte que les répercussions de la dépense sur son équilibre financier restent simplement hypothétiques.

Cette conclusion s'impose spécialement dès lors qu'à l'audience des plaidoiries, le demandeur n'a fourni le moindre élément d'appréciation relativement à sa situation patrimoniale et financière et que sur question afférente du soussigné, il a été répondu en substance par son mandataire qu'il conviendrait d'avoir égard au fait que la transparence sur la situation de revenus et de fortune impliquerait le risque que l'administration fiscale s'en empare.

Il s'ensuit que l'exposé d'un risque de préjudice grave et difficilement réparable n'est, en l'espèce, ni suffisamment étoffé, ni appuyé à suffisance de droit par des pièces justificatives.

Il suit de ce qui précède que le demandeur n'a pas établi que l'exécution de la décision litigieuse risque de lui causer un préjudice grave et définitif, de sorte qu'il y a lieu de le débouter de sa demande en institution d'un sursis à exécution, sans encore examiner davantage la question du sérieux des moyens soulevés au fond, les conditions afférentes devant être cumulativement remplies, de sorte que la défaillance de l'une des conditions légales entraîne à elle seule l'échec de la demande.

Par ces motifs,

le soussigné, président du tribunal administratif, statuant contradictoirement et en audience publique ;

reçoit la requête en sursis à exécution en la forme ;

au fond, la déclare non justifiée et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 12 mai 2015 par M. CAMPILL, président du tribunal administratif, en présence de M. WEBER, greffier.

WEBER

CAMPILL